

PANAMA

Le Panama occupe une position transcontinentale effectuant la jonction avec l'Amérique du Sud. À l'ouest, le Panama est limitrophe du Costa Rica tandis qu'à l'est, il partage la frontière avec la [Colombie](#), dont il faisait autrefois partie dans l'ancienne [Grande Colombie](#) jusqu'en 1903.

Le pays compte 4 285 850 habitants en 2020, ce qui en fait le deuxième pays le moins peuplé de l'Amérique centrale

Lors de l'union avec la Colombie, le télégraphe est installé au Panama (1855-1880), faisant de l'Isthme le premier d'Amérique latine, après Cuba et le Chili, à disposer d'un système télégraphique.

La première invention qui a révolutionné les communications à distance a été le télégraphe. il est arrivé au Panama en **1855** et dans le reste de la Colombie en 1865.

Le 12 août 1855 Selon l'histoire nationale, le premier message télégraphique apparut au Panama a été envoyé par l'opérateur Oscar Willis au surintendant de la station de l'ingénieur en chef George Totten dans la ville de Colón. La ligne télégraphique fut installée en 25 jours, elle a coûté 13 500 \$. Le message disait: "*Salutations de JW Johnson, nous sommes prêts à vous entendre de l'autre côté.*".

En 1864, il y avait dix-sept lieues de lignes télégraphiques au Panama.

En Colombie, la loi 115 de **1887** a approuvé le contrat pour l'établissement du câble sous-marin entre Panama, Buenaventura et Callao.

L'un des opérateurs télégraphiques les plus connus du Panama était María Navarro ; Angélica Alba était son assistante.

La ligne télégraphique ne communiquait qu'avec Panama et Colón, puisque, à cette époque, la télégraphie était contrôlée par les [compagnies du Chemin de fer et du Canal Interocéanique](#) . Du fait de cette situation, l'entreprise était dépendante de ces deux sociétés étrangères, indique le site Internet du Musée du Canal.

Il y a peu de documents sur l'arrivée et le développement du téléphone au Panama en dehors de l'histoire liée au canal de Panama.

L'histoire du téléphone au Panama débute dans la **Zone du Canal de Panama**

Construit par les Américains après une tentative française malheureuse, le canal de Panama, qui relie à partir de **1914** les océans Atlantique et Pacifique, a bouleversé le commerce maritime mondial.

Si le percement d'un canal pour relier l'Atlantique et le Pacifique était régulièrement évoqué, c'est en France que le projet prend vraiment corps à la fin des années 1870.

En 1869, le canal de Suez, construit en dix ans sous les ordres de **Ferdinand de Lesseps**, rend soudain envisageable ce qui ne fut longtemps qu'une utopie. En 1881, les travaux commencent et rencontrent mille embûches.

Devant l'irréalisme du projet initial, les ingénieurs forcent Lesseps, en 1887, à revenir à un projet de canal à écluses. Mais les banques lâchent la Compagnie qui fait banqueroute en 1888 : 85 000 petits porteurs sont ruinés. Le « scandale de Panama » éclate peu après, quand la presse révèle que la Compagnie a soudoyé parlementaires et journalistes pour lancer une ultime émission d'obligations. Parmi les condamnés figurent notamment Lesseps et Eiffel.

La concession est vendue aux Américains en 1903 pour seulement 40 millions de francs, au lendemain d'une guerre civile en Colombie qui a pour conséquence l'indépendance du Panama qu'ils ont favorisée.... le Panama redevient pleinement propriétaire du canal en 1999.

« Le 30 décembre 1879, Ferdinand de LESSEPS arrive, avec femme et enfants, à Colon, pour lancer le projet de « canal à niveau », projet français retenu.

En octobre 1880, la « Compagnie du Canal Interocéanique » est constituée, et les travaux préliminaires au creusement du canal débutent en février 1881.

La durée des travaux est prévue jusqu'en 1888. Mais, en 1888, suite à de nombreux déboires et difficultés, la Compagnie se retrouve en état de cessation de paiement. Le gouvernement français va lancer un emprunt pour combler le déficit.

Cela aboutira au « scandale de Panama »... La France abandonne le projet.

Les U.S.A. rachètent la concession française et les avoirs de la « Compagnie du canal de Panama ».

A partir de 1904, ils reprennent et prolongent le tracé français.

Le canal est inauguré le 3 août 1914, et la nouvelle République de Panama concède aux U.S.A. une zone de 5 miles de largeur, à perpétuité. C'est ce qui devient la Zone du Canal de Panama.

Pour conserver la mémoire des français, les américains vont donner le nom de « France Field » à l'un de leur camp, et une station radioamateur y sera installée.

Revenons au téléphone dans la zone du canal.

1882 la première conversation téléphonique.

L'histoire du téléphone de la Zone du Canal remonte à 1882 lorsque la première conversation, en français, crépite sur les lignes nouvellement installées.

La Compagnie Nouvelle du Canal de Panama , successeur de La Compagnie Universelle du Canal Interocéanique , était fière de l'installation de cette nouvelle invention et a rendu compte de l'arrivée de l'appareil dans un numéro de 1882 d'une publication du canal français.

Les premiers modèles arrivés sur l'Isthme consistaient en un boîtier en noyer monté sur un support réglable pour constituer l'un des premiers ensembles de bureau. Peu de temps après, l'instrument a été encastré dans du chêne et a été l'un des premiers modèles mural sur lequel une manivelle tournait pour se signaler à l'opérateur.

En 1884, il y avait jusqu'à 19 000 ouvriers sur le chantier. Ils ont subi de nombreux obstacles, notamment la maladie et le financement.

Ferdinand de Lesseps a selon son habitude, forcé le destin pour créer la compagnie française du canal de Panama, mais sa volonté n'a pas suffi à éviter la débâcle financière et un scandale de premier ordre.

En 1889, toute activité a cessée.

La Commission du canal isthmique a hérité du système téléphonique du canal en 1904 lorsque le président Theodore Roosevelt a nommé l'amiral **John G. Walker** premier président de la première commission isthmique pour la construction du canal de Panama.

Seuls quelques téléphones ont été autorisés à être installés dans les résidences lorsque la construction du canal a commencé. Il s'agissait du président de l'ICC, du chef du bureau de la santé, du surintendant du chemin de fer de Panama et de quelques fonctionnaires qui étaient de garde en cas d'urgence.

À cette époque, il y avait probablement environ **2 douzaines de téléphones** dans la zone du canal et tous étaient gratuits.

La concession est vendue aux Américains en 1903, la France cède ses intérêts aux Etats-Unis.

La construction du canal du Panama, pour les États-Unis a recommencé en 1904,

La Commission du canal isthmique a hérité du système téléphonique du canal lorsque le président Theodore Roosevelt a nommé l'amiral John G. Walker premier président de la première commission isthmique pour la construction du canal.

Les communications ont été améliorées avec de nouveaux systèmes télégraphiques et téléphoniques

Seuls quelques téléphones étaient autorisés à être installés dans les résidences lorsque la construction du canal a commencé.

Ils étaient destinés au président de l'ICC, au chef du Bureau de la santé, au surintendant du chemin de fer de Panama et à quelques fonctionnaires qui étaient de garde en cas d'urgence.

L'indépendance du Panama a été formalisée le **3 novembre 1903** à la suite de la guerre des "100 Jours" qui a abouti à la séparation du département de Panama de la République de Colombie pour former la **République de Panama**.

Le 18 novembre de la même année, le secrétaire d'Etat John Hay signe avec Philippe Bunau-Varilla un traité pour la construction du canal interoocéanique, un traité controversé pour la rapidité avec laquelle il est approuvé et parce que Bunau-Varilla s'est proposé comme représentant du gouvernement panaméen. Toutefois, le traité est par la suite ratifié par le Conseil intérimaire de gouvernement du Panama et le Sénat américain.

En Colombie, la nouvelle de la séparation de Panama n'est pas connue avant le 6 novembre à Bogota. La raison donnée pour ce retard est que le câble sous-marin qui rend la communication possible entre les deux régions a été endommagé durant ces quelques jours. C'est l'ambassadeur de Colombie en Équateur, qui apprend la nouvelle au gouvernement colombien, qui la cache durant quelques jours, afin d'éviter que d'éventuelles perturbations se produisent à Bogota.

1904 La première loi promulguée par la **Nouvelle République** sur les services postaux et télégraphiques fut la loi 69 du 7 juin 1904.

Cette loi plaça les services postaux et télégraphiques sous les ordres directs du pouvoir exécutif, qui les regroupa en un seul département, dirigé par la Direction du Secrétariat du Gouvernement et de la Justice.



1907

Cependant, en 1908, l'Assemblée nationale créa de nouveaux bureaux pour les bureaux nationaux des postes avec le prononcé de la loi du 10 mai et, par la loi 17, du 7 novembre, le poste de directeur général des Postes et Télégraphes, et par le décret 46, du 21 novembre de la même année, ce bureau a été établi, son premier directeur étant Ernesto T. Lefevre.

Des années plus tard, le Département des postes et télégraphes a été divisé en une section postale et une section télégraphique par le décret 37 du 10 mars 1909.

En 1909, le colonel Goethals autorise l'installation de téléphones résidentiels aux frais du requérant et d'un tarif résidentiel de 2,50 \$.

Toutes les installations téléphoniques et télégraphiques de l'ICC ont été cédées au chemin de fer de Panama en 1909.

L'histoire de CANAL ZONE n'indique pas si le colonel **George Washington Goethals**, constructeur du canal de Panama et premier gouverneur de la zone du canal, a jamais écouté la conversation téléphonique d'un adolescent ; ou essayé de contacter quelqu'un par téléphone uniquement pour recevoir un signal bus continu. Il n'y a cependant aucun doute sur son ordre émis le **12 juillet 1912** : "*Les conversations téléphoniques seront limitées à 5 minutes.*" Dans cette même ordonnance, le service illimité - les appels téléphoniques vers n'importe où dans la zone du canal - était réservé aux chefs des quatre divisions de la Commission du canal isthmique et à leurs chefs de bureau, qui étaient également exemptés du délai de 5 minutes.

À partir d'**avril 1914**, les demandes d'installation de téléphones devaient être faites par lettre au chef de service de l'employé, qui en faisait part au directeur général du chemin de fer. Le demandeur a alors reçu une estimation du coût, qu'il devait payer en plus du loyer mensuel de 2,50 \$.

Les appels téléphoniques personnels, ordonna également le gouverneur Goethals en 1914, ne devaient pas être passés pendant les heures de travail.

À cette époque, des téléphones de classe A (résidentiels) et de classe B (officiels) ont été établis. La classe A coûte 2,50 \$ par mois avec des frais supplémentaires de 25 cents pour les appels interurbains, et la classe B coûte 7,50 \$ par mois pour un service illimité. Les deux classes étaient limitées à des conversations de 5 minutes pendant les heures de travail.

C'est la loi 30, du 8 février 1915, dans son article 4, qui autorise le service des mandats postaux (national et international).

La même année, les bureaux des postes et télégraphes ont été déplacés dans le bâtiment où fonctionnaient auparavant les bureaux des canaux français - aujourd'hui le musée du canal interocéanique de Panama - un site où les visiteurs peuvent trouver à partir de photographies montrant la construction des lignes télégraphiques jusqu'à l'un des télégraphes, qui étaient utilisés à cette époque.

La division électrique a pris en charge le coût de toutes les installations, modifications et suppressions de téléphones officiels en 1915.

Aucun frais n'a été facturé aux abonnés pour l'installation de téléphones privés à moins que le coût ne soit excessif, mais les appels téléphoniques à domicile ont continué à être limités à 5 minutes pendant les heures de travail. .

La première édition de l'annuaire publiée le 1er décembre 1915 par la presse du canal de Panama à Mount Hope, était une modeste publication de type brochure de 59 pages reliée dans du papier vert du gouvernement.

27 août 1915, une transmission téléphonique entre d'**Arlington, en Virginie**, à **Darien sur l'isthme de Panama** a été accomplie grâce aux efforts des ingénieurs de Bell System et de la marine américaine.



The Price of Progress

THE Panama Canal stands as one of the most marvelous achievements of the age. Into its construction went not only the highest engineering skill, but the best business brains of the nation, backed by hundreds of millions of dollars.

Suppose conditions not to be foreseen made it necessary to replace the present canal with a new and larger waterway of the sea-level type, to be built in the next ten years.

Also suppose that this new canal would be the means of a great saving in time and money to the canal-using public, because of the rapid progress in canal engineering.

This sounds improbable; yet it illustrates exactly what has happened in the development of the telephone, and what certainly will happen again.

Increasing demands upon the telephone system, calling for more extended and better service, forced removal of every part of the plant not equal to these demands. Switchboards, cables, wires and the telephone instrument itself were changed time and again, as fast as the advancing art of the telephone could improve them.

It was practical to do all this because it greatly increased the capacity of the plant, reduced service rates and added subscribers by the hundred thousand.

In ten years, the telephone plant of the Bell System has been rebuilt and renewed, piece by piece, at an expense exceeding the cost of the Canal.

Thus the Bell System is kept at the highest point of efficiency, always apace with the telephone requirements of the public. And the usefulness of the telephone has been extended to all the people.



**AMERICAN TELEPHONE AND TELEGRAPH COMPANY
AND ASSOCIATED COMPANIES**

One Policy One System Universal Service

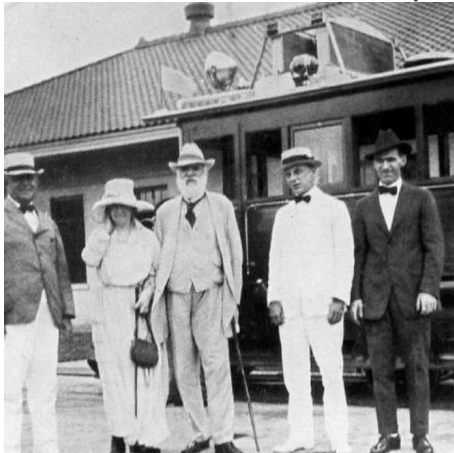
"Mention the Geographic—It identifies you."

Magazine Ad - 1915 - AT&T / Bell System

Un tarif mensuel de 3 \$ a été fixé pour les téléphones résidentiels en 1917, lorsque tous les téléphones résidentiels ont obtenu des privilèges de service illimités. La congestion des lignes interurbaines causée par les appels interurbains à travers l'isthme est devenue si gênante, cependant, que 3 mois plus tard, tous les utilisateurs de téléphone ont été invités à limiter les appels sociaux entre 16 h et 9 h et 11 h et 13 h.

En 1917, la [Panama Telephone Co](#) a constitué un monopole dans les services d'électricité, de gaz, de glace et de téléphonie dans les villes de Panama et Colón.

1922 Le pays, reçu la visite de personnalités dont on n'aurait jamais imaginé qu'elles soient ici. Dans ce cas, nous allons nommer une personne qui pendant de nombreuses décennies a été considérée comme l'inventeur du téléphone, [Alexander Graham Bell](#)



Sur la photo, prise dans la première moitié de 1922 dans l'ancienne zone du canal, Alexander Bell (au centre) est vu appuyé avec une canne et arborant une barbe blanche pleine. À côté de lui se trouve sa femme Mabel Gardiner Hubbard et à gauche de Bell (entièrement vêtu de blanc) se trouve l'Américain Richard Prescott, qui occupait à l'époque le poste de directeur des Postes et Télégraphes du Panama. Quant aux deux autres messieurs, leur identité est inconnue.

En 1922, la renommée de Bell le précède, mais curieusement sa visite au Panama passe à 100% inaperçue dans les médias à l'époque.

La raison qui l'a amené à l'isthme n'est pas connue avec certitude, mais on présume que c'était pour des raisons commerciales. S'il y a une certitude dans tout cela, c'est que peu de temps après la prise de cette image, Bell est décédé à l'âge de 75 ans le 2 août 1922. Sa femme est décédée le 3 janvier 1923.

1922

LE BUREAU EXÉCUTIF DU CANAL DE PANAMA BALBOA HEIGHTS, C. Z., 14 octobre 1922.
SUPPLÉMENT N° 1.--TRAITÉS ET ACTES DE CONGRES RELATIFS AU CANAL DE PANAMA.

Extraits du document :

DÉFENSES DE LA CÔTE, CANAL DE PANAMA.

Pour la construction de postes de lutte contre l'incendie et accessoires, y compris l'achat de terrains et de droits de passage, l'achat et l'installation des lignes et moyens de communication électrique nécessaires, y compris les téléphones, les cadrans et autres télégraphes, le câblage et tous les instruments, appareils et matériaux spéciaux, appareils de signalisation côtière, appareils de télémétrie subaquatiques, sonores et flash, y compris leur développement et les salaires des experts en électricité, des ingénieurs et des autres employés nécessaires liés à l'utilisation de l'artillerie côtière, à l'achat, à la fabrication et au test des télémètres et autres instruments pour la lutte contre le feu aux fortifications et les machines nécessaires à leur fabrication, 148 500 \$.

Pour la modification, l'entretien et la réparation de matériel minier sous-marin, 100 \$.

Pour l'achat de mines sous-marines et des appareils nécessaires à leur fonctionnement, 10 \$

TRAVAUX PUBLICS, BUREAU DES CHANTIERS ET QUAIS.
Base Submarinc, Coco Solo, Zone Canal : Améliorations au système téléphonique, 20 000 \$

1923 RAPPORT DU GOUVERNEUR DU CANAL DE PANAMA. Le Téléphone année 1922 :

Un central téléphonique automatique, d'une capacité de 26 lignes, 4 lignes rurales et 4 circuits interurbains, a été installé à **Gamboa**.
Au cours de l'année, 490 téléphones ont été installés et 1 065 supprimés, laissant un total de 2 417 en service à la fin de juin 1922. Les appels pendant la journée de travail de huit heures ont été en moyenne de 22 174, contre 28 809 m en 1921. Le système comprend désormais 36 miles de ligne de poteau, 249 milles de circuit souterrain, 135 milles de câble, 13 728 milles de fil, 960 milles de circuits fantômes, 276 milles de circuits
Le système comprend maintenant 36 milles de ligne de poteau, 249 milles de circuit souterrain, 135 milles de câble, 13 728 milles de fil, 960 milles de circuits fantômes, 276 milles de circuits simplex, **25 centres téléphoniques manuels et 3 centres automatiques**. Il est relié aux centraux de la [Panama Telephone Co.](#) dans les villes de **Panama** et de **Colon**.
Les centraux téléphoniques manuels de **Cristobal, Gatun et Pedro Miguel** se sont tellement détériorés que de nouveaux équipements sont devenus absolument nécessaires pour maintenir une communication téléphonique adéquate. Au cours de l'année, l'étude a été achevée, les spécifications préparées et la demande placée pour de nouveaux centraux automatiques à ces points.
Une demande a également été placée pour des propositions alternatives sur l'équipement du centre de **Balboa** avec un appareil partiellement **automatique** ou entièrement automatique.
De nouveaux bâtiments doivent être érigés pour les échanges Cristobal, Gatun et Pedro Miguel, tandis qu'à Balboa l'espace disponible au troisième
"l'étage du bâtiment administratif sera utilisé.
...
Le bénéfice de l'exploitation du système téléphonique représente la différence entre les frais généraux réels imputés à ce compte et les revenus compensatoires des surtaxes fixes.
...

Le système téléphonique appartient à la [Panama Telephone Co](#) (au chemin de fer de Panama), mais est exploité par la division électrique du canal de Panama.

1923 Au cours de l'année, 614 téléphones ont été installés et 508 enlevés, laissant un total de 2 554 en service. Les appels pendant la journée de travail de huit heures étaient en moyenne de 23 007, contre 22 174 en 1922.

1925 Un certain nombre de projets de construction importants, qui ont été autorisés et commencés au cours de l'année précédente, ont été achevés en 1925. Ceux-ci comprenaient le nouveau commissariat en béton armé à Cristobal, les trois nouveaux bâtiments des centraux téléphoniques à Cristobal, Gatun et Pedro ...
Le système comprend 36 miles de lignes de poteaux, 249 miles de conduits souterrains, 136 miles de câbles, 13 774 miles de câbles, 960 miles de fantômes et 414 miles de circuits simplex. Il y a **25 centres téléphoniques, dont 22 sont manuels et 3 automatiques**.
Les équipements automatiques commandés pour les quatre principaux échanges de Balboa Heights, Cristobal, Gatun et Pedro Miguel devaient arriver sur l'isthme au cours du mois de mars et avaient tous été reçus avant le 1er juin 1925.
Les modifications du central de Balboa Heights sont pratiquement terminées et prêtes pour l'installation du nouvel équipement.
Le coût de l'entretien des systèmes téléphoniques, télégraphiques et de signalisation du chemin de fer de Panama était de 231 108,61 \$, soit une augmentation d'environ 24 000 \$ par rapport à l'année précédente.

1950 Dans la capitale **Panama**, le premier centre téléphonique automatique est ouvert au public.

La Panamanian Power and Light Company, prédécesseur de l'Institut panaméen des ressources électriques, gère les téléphones de la capitale, dans le cadre d'un contrat spécial avec le gouvernement national.

Les bureaux étaient situés sur l'avenue centrale dans un magnifique bâtiment qui avait une enseigne électronique sur son toit qui s'allumait et s'éteignait à chaque seconde, projetant les mots LUZ FUERZA CALOR.

Vers 1950, l'appareil téléphonique se composait d'un socle et d'un tronc vertical, dans la partie supérieure duquel se trouvait un appareil pour parler directement et un autre où était accrochée la partie auriculaire.

La communication avec les opérateurs était verbale qui ensuite établissait manuellement la connexion avec le numéro demandé.

En plus d'être un processus fatigant et fastidieux, il y avait de nombreuses erreurs en dehors de la lenteur du processus de communication lui-même.

Le système manuel a bien fonctionné pendant des années, répondant aux besoins d'une population captive, mais la capitale avait un air cosmopolite et il est devenu évident que la technologie voyageait à des vitesses plus élevées et nécessitait des améliorations du système.

Après des études de faisabilité, [Fuerza y Luz](#) décide d'installer un système d'**appel téléphonique automatique** avec sur le nouvel appareil un **cadran**, un disque rotatif à neuf chiffres et un zéro.

Les plans et l'installation des nouveaux équipements, réalisés au coût de 2,8 millions de dollars, ont été réalisés sous la direction du technicien M. RBHall.

Le 18 mars 1950, le dernier test a été effectué, qui consistait en divers appels du bureau central à la présidence de la République, au bureau du gouverneur, à la mairie, au commandement de la police nationale, aux sociétés de câble et de radio et à différentes salles de rédaction. , événements qui ont commencé à neuf heures du matin.

Le 20 mars 1950 à 11 heures du matin, la bénédiction du nouveau central automatique a été effectuée par Son Honorable Monseigneur Beckman, qui était situé devant le Sanctuaire National.

Il n'y a eu qu'un toast symbolique, puisque le directeur général, M. GLCapwell, a ordonné que l'argent à dépenser pour cette fête soit réparti entre la Croix-Rouge nationale et d'autres organismes de bienfaisance au Panama.

Le service au public a débuté le dimanche 20 mars à 00h01, avec quelque **8 500** téléphones précisément installés et une liste en attente d'un millier de demandes qui allait se remplir au cours du premier mois de fonctionnement.

Fuerza y Luz avait adéquatement préparé le personnel qui prendrait en charge le nouveau système, en envoyant plusieurs employés aux États-Unis et au Mexique, pour suivre des cours spéciaux sur la manipulation et l'entretien du nouvel équipement, ainsi que la création d'écoles à Panama City même.

La société a investi plus d'un demi-million de balboas dans cet aspect, avec le résultat positif d'une transition d'une méthode ancienne à une méthode moderne, qui s'est déroulée sans problèmes majeurs

À la fin de l'exercice 1955, il y avait **7 371 téléphones** en service.

14 juillet 1958 Un nouveau central téléphonique automatique, le **quatrième au Panama** a été ouvert le 14 juillet.

Ce central, de type [L M Ericsson 500-switch](#), a une capacité initiale de 1000 lignes, dont 500 P.B.X., portant le **réseau total de Panama à 15740 lignes**. Y compris les lignes partagées, le nombre d'abonnés est maintenant supérieur à 18 000.

Les travaux d'installation ont été effectués, comme précédemment, par la [Cia Panamena de Fuerza y Luz](#).

Le ministre des Travaux publics, M. Roberto Lopez Fabrega, a utilisé un Ericofon pour passer le **premier appel au président du Panama** via le nouveau central téléphonique.

Derrière lui (de gauche à droite) se trouvent MM. Luis E. Kjorstad, T. V. Oglesby, W. A. Daniels, Rune Gustafsson (représentant de L M Ericsson) et Salcedo Levy.



1961 Automatisation en mer

LE PREMIER navire océanique japonais à être équipé d'un système de télécommande et d'automatisation de ses principales machines, devrait traverser le canal de Panama peu après le premier jour de l'année. Il s'agit du Kinkasan Mam, qui a été construit aux chantiers navals de Tamano pour la Mitsui Steamship Line. Il devrait être achevé à la fin de ce mois.

La principale caractéristique de l'équipement de contrôle à distance et d'automatisation est une salle de contrôle à distance fermée, insonorisée et climatisée dans la salle des machines elle-même. Il est relié aux différentes parties de la salle des machines par un central téléphonique automatique et la partie clé de la salle des machines peut être surveillée à travers une fenêtre à double vitrage. Le navire devrait avoir une vitesse maximale de 19 nœuds lorsqu'il est complètement chargé.

Le système téléphonique a ensuite été exploité et entretenu par la division électrique et, en 1950, la possession de ces installations est passée à l'organisation du canal de Panama. Il forme maintenant la Direction des communications de la Division électrique.

En 1963, plus de 10 200 appareils téléphoniques officiels et résidentiels sont en service dans le système téléphonique du canal de Panama, à l'exclusion des forces armées.

Le système téléphonique compte 6 centraux téléphoniques automatiques, les 2 principaux se trouvant dans le bâtiment administratif, à **Balboa Heights**, et dans le bâtiment 1907 à Cristobal.

Quatre centraux télécommandés sont situés à **Gamboa, Gatun, Coco Solo et Pedro Miguel**.

La division des écluses et Pedro Miguel, Miraflores et Gatun possède son propre système téléphonique, qui est relié au système automatique régulier du canal de Panama.



Mrs. Fay R. Stanford, a native of Harleton, Tex., formerly served as a long distance operator with Southwestern Bell in Marshall, Tex. She has been with the Canal organization as an operator since 1963.

Mme S. Fay R. Stanford, originaire de Harleton, au Texas, était auparavant opératrice longue distance chez Southwestern Bell à Marshall, au Texas. Elle travaille pour l'organisation Canal en tant qu'opératrice depuis 1963.

Le système téléphonique du canal de Panama est occupé par **63 employés**, dont 18 opérateurs d'information, 4 sont réguliers, 3 sont des opérateurs de secours et 2 sont des opérateurs de nuit de chaque côté de l'isthme.

Les opérateurs d'information du canal de Panama apportent encore la touche personnelle dans de nombreux domaines qui, ailleurs, ont été pris en charge par l'automatisation. Composez le 112 et une voix agréable donne l'heure du jour ; composez le 114 et la même voix agréable peut aider à trouver un numéro de téléphone insaisissable ou à établir un contact téléphonique ; Les appels d'urgence 110 à la police de la zone du canal et les appels d'urgence 119 aux pompiers sont surveillés jusqu'à ce que l'opérateur soit certain que le contact a été établi.

Malgré le fait que le numéro de téléphone du centre antipoison se trouve à la page 1 de l'annuaire téléphonique, les opérateurs de l'information continuent de recevoir des appels désespérés au 114 de personnes qui ont trouvé Johnny en train de manger des baies étranges ou Suzie en train de mâcher des feuilles moussesuses.

Les opérateurs de l'information doivent aussi parfois lire dans les pensées.

Un jour, une femme effrénée a composé un numéro d'information et s'est écriée : "Nous avons besoin d'un végétarien. Vite !" Elle voulait en fait contacter un vétérinaire et la connexion correcte a été rapidement établie par l'opérateur téléphonique d'alerte. Tous les appels à l'aide ne proviennent pas de personnes ayant besoin de la police, des pompiers, d'un centre antipoison, d'un médecin ou d'une ambulance. Mme Lillian E. Ryan se souvient d'un appel à l'aide d'un couple qui voulait se marier. Le futur époux avait reçu ses ordres d'affectation militaire à l'étranger plus tôt qu'il ne l'avait prévu et tous les bureaux étaient fermés pour la journée. Mme Ryan n'avait jamais joué à Cupidon auparavant, mais elle a fourni les bonnes réponses et les cloches du mariage ont rapidement sonné.

Les téléphonistes du canal de Panama ont "la voix avec le sourire" et tout l'esprit de corps et la personnalité qui vont avec. Ce sont les "personnes invisibles" de l'organisation et, sauf pour venir travailler et rentrer chez eux, ils quittent rarement leur zone de travail.

Dans le bâtiment administratif de Balboa Heights, contrairement aux autres employés dont le déjeuner d'une heure à la cafétéria du bâtiment ou à la maison, les opérateurs de l'information n'ont que 20 minutes pour déjeuner. Toutes les 2 heures, ils ont une pause de 5 minutes. Les opératrices en service au central téléphonique de Cristobal bénéficient de la même période de 20 minutes de déjeuner et de 5 minutes de pause.

Peu connaissent les opérateurs du canal par leur nom, mais il n'y a pratiquement personne dans la zone du canal ou à Panama City qui n'ait pas été en contact avec eux et reçu de l'aide de leur part.

Typique de l'efficacité de ces opérateurs est un incident qui s'est produit en 1962 lorsqu'un employé de l'organisation Canal avait passé un appel téléphonique officiel à la Nouvelle-Orléans via Tropical Radio. L'appel concernait l'achat de certains médicaments et était urgent. L'appelant a demandé qu'on le rejoigne à sa résidence à la fin de l'appel car l'heure était tardive. Arrivé chez lui, il a trouvé son téléphone en panne et a utilisé le téléphone d'un voisin pour le signaler. Avant que le service ne soit rétabli, son appel de la Nouvelle-Orléans est parvenu à l'échange de Balboa Heights. Les opératrices de service, Mme Mary W. Hall et Mme Lillian T. Sieler, ont tenu l'opératrice de la radio tropicale en ligne et ont déterminé l'emplacement du téléphone le plus proche du domicile de l'appelant où l'homme qui avait passé l'appel avait été joint.

Un abonné peut appeler n'importe où dans la zone du canal ou vers les villes de Panama ou de Colon sans frais supplémentaires, quelle que soit la distance.

Peter W. Foster, à gauche, chef réparateur du bureau central, et Frederick R. Walker, réparateur du bureau central, avec le nouveau matériel de communication qui a été installé dans le bâtiment administratif.

Foster, avec 17 ans de service sur le canal de Panama, est diplômé du programme d'apprentissage du canal, a travaillé à Cristobal et est arrivé au bureau côté Pacifique il y a 2 ans. Walker a fait son apprentissage du canal à Cristobal et est également du côté du Pacifique depuis environ 2 ans

C'est un avantage par rapport au service téléphonique aux États-Unis où vous devez payer un supplément pour les appels en dehors d'une zone d'échange.



Peter W. Foster, left, leader Central Office repairman, and Frederick R. Walker, Central Office repairman, shown with new communications equipment that has been installed in the Administration Building. Foster, with 17 years Panama Canal service, is a graduate of the Canal's apprentice program, worked in Cristobal and came to the Pacific side office 2 years ago. Walker served his Canal apprenticeship in Cristobal and has been on the Pacific side about 2 years also.

Au Panama, les troupes et le personnel naval gardant la zone du canal ont montré un empressement similaire à appeler à la maison.

La *Tropical Radio Telegraph Company* a également installé un **centre téléphonique à Panama City** pour accueillir les militaires, et ce centre est devenu une oasis pour les Américains dont le cœur était, après tout, aux États-Unis.



Tropical Radio Telegraph Company

1972 La nationalisation de la *Cia Panamena de Fuerza y Luz*.

Le 31 mai 1972, neuf officiers de la police secrète et des services de renseignement de la garde nationale ont comparu sans préavis dans les bureaux de la compagnie panaméenne d'électricité et de lumière (*Fuerza y Luz*), dans le bâtiment Avesa, sur la Vía España.

Lorsque le personnel de la compagnie d'électricité et de téléphone a tenté de les arrêter, le chef du groupe d'hommes en uniforme a répondu d'un ton menaçant : "A partir de ce moment, le gouvernement dirige l'entreprise."

Comme il l'a expliqué, ils appliquaient le décret exécutif 109 du 29 mai, qui cédait le contrôle de Fuerza y Luz à l'État, jusqu'à ce que l'État paie 2 millions de dollars de dettes impayées à Texaco et Esso Standard Oil (qu'ils avaient demandé au Gouvernement pour le soutien au recouvrement de la dette) et (b) présenter un plan d'expansion des services de téléphone et d'électricité pour les cinq prochaines années.

"Nous annulerons avec plaisir les dettes en suspens envers le gouvernement du Panama dès qu'il nous paiera ce qu'il nous doit", répondait Menocal. Le compte se situait entre 2 et 3 millions de dollars en factures d'électricité et de téléphone en souffrance.

Mais les dispositions du décret étaient claires. S'il ne se conforme pas à ses dispositions dans les 30 prochains jours, le Gouvernement interviendra définitivement dans l'entreprise.

À une époque de nationalisme croissant en Amérique latine et avec l'expérience cubaine encore récente, les actionnaires de Fuerza y Luz devaient peser la situation sérieusement.

Dans les jours qui ont suivi, trois cadres supérieurs de la société Boise Cascade, qui détient 89 % des parts, se sont envolés pour le pays. Avec eux est venu le même président d'entreprise, Robert V. Hansberger, qui a reçu les attentions les plus aimables du directeur général de l'époque, Demetrio Lakas.

Selon un rapport légèrement moqueur du journal NYT, daté du 16 juin, le Panaméen a insisté pour appeler l'exécutif "Bobby" et qu'il lui a rendu la pareille avec le surnom de "Jimmy".

Peut-être que ce que voulait le président Lakas était de minimiser l'apparence de conflit entre les parties, à un moment où les négociations étaient suivies de près par la moitié du monde, des bureaux du centre bancaire panaméen naissant à Washington.

"Je ne pense pas que le gouvernement ait l'intention de lancer un programme de nationalisation de l'industrie", a déclaré le professeur Victor Cruz Urrutia, directeur exécutif de la Commission nationale de l'énergie, du gaz et du téléphone, nommé par le gouvernement du général Omar Torrijos pour surveiller l'industrie.

Mais Urrutia admettrait également au même média qu'il y avait "de nombreuses et profondes divisions au sein du gouvernement panaméen sur ce point" et qu'il était

"impossible de prévoir" ce qui arriverait à Fuerza y Luz ou à toute autre entreprise.

Malgré la bienveillance du gouvernement panaméen envers ses homologues, les deux groupes étaient dans l'impasse sur leurs positions respectives et après plusieurs jours de pourparlers, les dirigeants de Boise Cascade ont brusquement quitté le pays.

Contrairement à la façon dont les médias américains l'ont présenté au monde, la lutte entre le gouvernement panaméen et la société Fuerza y Luz n'a pas été un événement de la junte gouvernementale provisoire, encouragée par l'infiltration communiste dans les cercles proches du général Torrijos. Il s'agissait plutôt d'un problème qui a duré d'une décennie de tensions.

La question avait atteint un point d'ébullition proche dans les années 1950, alors que le nationalisme et la méfiance à l'égard des investisseurs étrangers, considérés comme des exploiters et des «voleurs de devises», grandissaient dans le pays. Depuis lors, une partie de la population a inscrit parmi ses slogans l'appel à la nationalisation de l'entreprise qui maintenait le monopole des services dans la zone interocéanique.

Origine de la *Cia Panama de Fuerza y Luz*.

Le service d'électricité au Panama a commencé à fonctionner dans la dernière décennie du XIXe siècle, alimenté par des centrales électriques de faible génération et des capitaux locaux et nord-américains, qui fournissaient le service tard dans la nuit.

Il s'agissait d'entreprises relativement petites jusqu'à ce qu'en décembre 1916, l'Américain *Henry Whalas Catlin* arrive dans le pays, voulant ouvrir une entreprise à grande échelle.

À une époque où les gouvernements du pays cédaient des contrats avantageux à des entreprises étrangères, Catlin, avec l'aide du sous-secrétaire au développement Ramón L. Vallarino, a convaincu le gouvernement de Ramón Maximiliano Valdés de lui attribuer les plus grands avantages (contrat n° 2 du 13 janvier de 1917) .

Ce que l'on appellera par la suite la « *concession Catlin* » a cédé au concessionnaire et à ses successeurs les droits de fournir et de distribuer l'électricité et les communications téléphoniques.

Il lui a permis d'utiliser les terrains nationaux et municipaux, les routes, les rues, les places et autres lieux publics pour ses installations et de profiter de l'eau courante sans avoir à payer d'impôts ou de droits municipaux. Le contrat ne pourra être modifié ou amendé sans l'accord écrit des parties. Et le meilleur de tout pour Catlin : c'était à perpétuité.

Étonnamment, l'entreprise de Catlin n'entrerait jamais en activité. Au moment où ce citoyen américain a réussi à obtenir son contrat, il a vendu ses droits à la *Panamanian Power and Light Company*, simultanément enregistrée dans l'État du Maine, aux États-Unis.

Dans les années suivantes, la position concurrentielle avantageuse a permis à Fuerza y Luz de dominer le marché, grâce à l'acquisition des petites entreprises à capitaux panaméens et nord-américains encore en activité - la Panama American Corporation, la Colon Electric and Ice Supply Company. - , se consolidant en monopole dans les provinces de Panama et de Colon qui, en 1972, comptaient déjà 200 000 clients.

LA CONCESSION PROBLÉMATIQUE

Dans les premières décennies de la République, aucune anomalie n'était perçue autour de la *Concession Catlin*, un contrat soutenu par la Constitution libérale de 1904, qui n'attribuait à l'État aucune obligation d'ordre social.

En théorie, la concession Catlin devait fournir des revenus à l'État, dans l'ordre fiscal et général, et non répondre à des obligations de service public. Cependant, la loi a reconnu la nature monopolistique de ce type d'entreprise en imposant une limite de restriction des bénéfices de 8,75 % (Victor Cruz Urrutia, Lottery Magazine, juillet 1972). Tout va changer avec l'adoption des constitutions de 1941 et 1946. Cette dernière établit surtout dans son article 227 que l'Etat doit intervenir dans les entreprises privées pour faire respecter les finalités de « justice sociale ».

En ce sens, l'État avait le droit et l'obligation de réglementer les tarifs des services et les prix des produits de première nécessité, d'exiger l'efficacité et de coordonner les services et la production.

De ce point de vue, la lenteur des progrès de la couverture du service électrique dans le pays commençait à être considérée avec inquiétude.

En 1960, seuls 43 % des foyers du pays disposaient d'un éclairage électrique. A Coclé, seulement 15% des maisons en disposaient ; 36%, dans la province de Chiriquí ; 16%, dans la province de Darién ; 18 %, à Herrera ; 11% à Los Santos et 8% dans la province de Veraguas.

LA COMMISSION NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE EST CRÉÉE

À la fin de l'année 1957, le gouvernement d'Ernesto de la Guardia créa la « Commission nationale de l'électricité » afin de réglementer le secteur.

Entre autres choses, la commission devait analyser s'il était possible de légiférer au-dessus de la concession Catlin.

Selon le rapport susmentionné rédigé par Urrutia pour le magazine Lottery, "des avocats panaméens prestigieux, formés dans la plus pure tradition du droit civil, considéraient la concession Catlin de 1917 comme un contrat civil, l'un de ceux qui font loi entre les parties et, selon ce critère , l'État ne pouvait pas intervenir dans les affaires de Fuerza y Luz'.

Cependant, la propre enquête de la commission a trouvé un soutien pour une nouvelle législation. Depuis le XVIIIe siècle, le droit anglo-saxon a reconnu la nécessité et le droit du souverain de fixer les prix des activités de service public monopolistiques, au-dessus des contrats.

De leur côté, dans les pays régis par la notion de droit civil, ils reconnaissaient également, depuis la fin du XIXe siècle, le droit de l'État souverain de réglementer unilatéralement les tarifs indépendamment de l'existence de contrats (Urrutia, 1972).

Sous cette position, la Commission de l'énergie électrique formée par le président de la Guardia a publié le décret-loi 3 de 1958, qui établissait diverses restrictions sur la concession Catlin et recherchait des conditions plus favorables pour le pays, annulant notamment sa condition de «perpétuité». .

Mais la situation politique et économique du pays est devenue extrêmement compliquée au cours des dernières années du gouvernement de De la Guardia et son gouvernement a retardé l'approbation du Règlement jusqu'en mai 1960. À ce moment-là, le parti au pouvoir a été vaincu par une alliance présidée par le Parti libéral. (Roberto Chiari).

Dès l'instant où le dépouillement des voix est terminé et où Chiari est déclaré président élu, Force et Lumière ignore la Commission, au point de ne pas répondre aux lettres que lui adresse son directeur.

En 1961, Fuerza y Luz a déposé une plainte d'inconstitutionnalité contre certains articles du décret-loi 3 de 1958. La décision a été favorable à l'entreprise. La concession actuelle de Catlin pour Fuerza y Luz s'est poursuivie, bien que les compagnies d'électricité privées existantes dans d'autres régions du pays soient régies par le nouveau décret-loi.

En 1964, le gouvernement de Roberto Chiari a tenté à nouveau d'appliquer le décret-loi, mais un autre procès de l'entreprise l'a empêché d'aller de l'avant. Pendant le gouvernement de Marcos Robles rien n'a été avancé sur le sujet.

Les problèmes ne faisaient que commencer.

2020 Le développement des télécommunications au Panama est à peu près équivalent à celui des États-Unis .

Sous l'indicatif de pays +507, il y avait un total de 6,92 millions de connexions en 2020. Parmi elles, 6,11 millions de téléphones portables, ce qui correspond à une moyenne de 1,4 par personne. Aux États-Unis, ce chiffre est de 1,1 téléphone mobile par personne.

Avec environ 11 022 hébergeurs, le Panama se situe en dessous de la moyenne mondiale en termes de population.

Fin 2020, 6 371 d'entre eux, soit environ 58 %, étaient sécurisés avec SSL ou un cryptage comparable.